



**Centre Pierre Mendès France
139, rue de Bercy, 75012 Paris**

Note de présentation

L'objectif de ce colloque est de faire le point sur « Nos emplois de demain », au-delà de la conjoncture actuelle.

L'évolution de l'économie depuis un an a été brutale. Les chiffres du chômage reflètent cette évolution. Pour autant, cette situation ne gomme pas les évolutions tendancielle de moyen terme qui conduiraient à des besoins de recrutements significatifs et qualifiés dans les prochaines années.

Dans l'ensemble européen, la tendance est comparable, plus ou moins accentuée selon les situations nationales.

Ainsi les problématiques relatives aux besoins du marché du travail à venir resteront structurantes :

- les évolutions démographiques pourraient entraîner des tensions durables sur les marchés de l'emploi en Europe,
- ces tensions seront aggravées par l'écart entre les qualifications nécessaires et celles détenues par les demandeurs d'emploi ou les personnes exposées à la recomposition du paysage économique (cf. séminaire du Cedefop, « skills for change ») : moins d'industrie, plus de services, ceux-ci étant à la fois très qualifiés et peu qualifiés.

Ces perspectives sont à prendre en compte y compris dans le cadre d'une hypothèse basse de croissance économique.

En effet, il y a aujourd'hui toujours des domaines dans lesquels des difficultés de recrutement persistent, que ce soit dans l'industrie ou les services. D'autre part, les fondamentaux démographiques restent présents : il y a bien un vieillissement global de la population française et européenne, qui conduit au départ de générations que le renouvellement démographique ne semble pas devoir compenser, malgré l'allongement de la durée du travail sur une vie. Enfin, les besoins en personnel qualifié pour remplacer les générations partantes, sont avérés au dire des recruteurs.

Au-delà de la crise actuelle, qu'on l'estime « conjoncturelle » ou « cyclique », les tendances lourdes présidant aux évolutions futures de l'emploi seront mises à jour.

Les secteurs qui continuent à avoir besoin de recruter feront l'objet d'échanges, avec les professionnels concernés, notamment les secteurs liés au « développement durable » (Btp, énergies, traitement des déchets...), aux services à l'industrie et à la consommation, aux télécommunications (réseaux bancaires, centres de relation clientèle, audiovisuel, internet...). Au-delà des besoins quantitatifs de recrutement, les compétences nécessaires au fonctionnement futur de l'économie seront au cœur de nos réflexions.

Les moyens d'intervention de l'Etat - appui conjoncturel comme le chômage partiel articulé avec la formation, appui anticipateur avec les actions de développement des emplois et des compétences, appui à l'emploi des seniors, appui à la création et au financement des entreprises, intermédiation entre offres et demandes d'emploi, appui à la formation professionnelle des jeunes et des adultes - et l'appui des partenaires sociaux et des collectivités territoriales ainsi que celui de l'Europe des 27 seront évoqués.

Les résultats attendus permettront notamment d'offrir une image plus précise des **potentialités de l'emploi dans les prochaines années** et de dégager les pistes de recrutement qui s'offrent à nos actifs, jeunes ou anciens. Ces pistes contribueront à la réorientation des outils à la main des acteurs publics, ainsi que de l'appareil de formation continue, afin de faciliter l'organisation de trajectoires des individus, notamment pour les salariés impactés par la crise. Dans ce contexte, l'appui d'un dialogue social mobilisateur doit être recherché.



AVEC

PREMIER MINISTRE
Centre d'analyse stratégique
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI
Délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle
Direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
MINISTÈRE DE L'ESPACE RURAL ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
Délégation interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des territoires